

## 6 Société et Culture

Mouvement d'humeur des agents de PosteBank et des fonctionnaires domiciliés, hier  
" Tous les fonctionnaires seront payés ce samedi dès 8h "

H.N.M

Libreville/ Gabon

C'est la conclusion, hier en début de soirée, des négociations entamées entre les agents de PosteBank réclamant deux mois d'arriérés de salaires et la direction générale.

HIER, vendredi 24 août 2018, les agents publics domiciliés à PosteBank, à Libreville et dans plusieurs villes du pays, étaient dans l'impossibilité de percevoir leurs salaires. La raison : un mouvement d'humeur observé par les agents de cet établissement bancaire qui n'ont pas ouvert leurs locaux ce jour de paie des fonctionnaires. En effet, ces derniers réclament le paiement de deux mois d'arri-



Photo : H.N.M

L'inspecteur coordonnateur de PosteBank, Jean Christophe Makanga, se veut rassurant.

rés de salaires, à savoir ceux de juin et juillet de l'année en cours.

Face à cette situation, les fonctionnaires, venus en masse pour toucher leurs salaires du mois d'août en cours ont décidé de barricader le boulevard de l'Indépendance sur le bord de mer, à la hauteur de la direction de PosteBank.

« Nous ne pouvons pas continuer à vivre cette situation, chaque fois on nous demande de patienter pour toucher nos salaires, oubliant que nous avons des familles à nourrir avec cet argent », a lâché l'un d'eux dans la foule.

Et un agent de PosteBank rencontré dans l'après-midi de rassurer : « Le directeur



Photo : H.N.M

Les fonctionnaires ont pris d'assaut PosteBank, hier

général, Michael Adandé, a promis de tout faire pour régler cette situation. » Une position partagée par l'inspecteur coordonnateur de PosteBank, Jean Christophe Makanga, qui a assuré que « les agents domiciliés de la banque et tous les quinze mille fonctionnaires enregistrés chez nous seront tous payés ce lundi 27 août 2018. »

Mais la situation a vite évolué. La négociation entamée entre les agents de PosteBank et la direction générale ayant abouti à cette issue heureuse : les agents de la PosteBank ayant reçu les preuves du virement de leurs salaires à la Bicig vont reprendre le travail dès ce samedi matin, à partir de 8 heures, pour payer les

agents de l'État. Une information confirmée à l'Union, en début de soirée, par le conseiller en communication de PosteBank, Max Olivier Obame.

« Nos agents seront payés à partir de leurs banques respectives dès lundi. L'Etat a viré sur le compte de la PosteBank domicilié à Bicig les deux mois de salaires », a-t-il précisé.

Il faut souligner que le mouvement d'humeur de la journée n'était pas le fait des agents de PosteBank, mais de leurs syndicalistes. « Ce ne sont pas nos agents qui manifestent depuis ce matin, il s'agit des membres du Syndicat national de la PosteBank (Synapo) qui font grève depuis près de neuf mois, en compagnie des fonctionnaires », a indiqué l'inspecteur coordonnateur de la PosteBank.

## Santé/Conférence sur la coopération sanitaire Chine-Afrique

## Un rendez-vous enrichissant



Photo : Brice BANDOMA

Ouverture des travaux par la vice-ministre chinoise de la Santé, Cui Li.



Photo : Brice BANDOMA

Une vue des délégués.



Photo : Brice BANDOMA

La démonstration de la capacité d'un drone en matière de services sanitaires.

Brice BANDOMA  
Beijing (Chine)

C'ÉTAIT un rendez-vous qu'il ne fallait pas rater à Beijing (Chine) du 17 au 18 août 2018. Les professionnels, les étudiants, les industriels et les observateurs du monde de la santé se sont retrouvés pour échanger et discuter de cette importante ques-

tion qu'est "la santé pour tous" au 21e siècle.

Placés sous le thème "Approfondir la coopération de la santé Chine-Afrique et construire ensemble la Route de la soie et de la santé", les travaux de cette conférence internationale ont été ouverts par la vice-ministre chinoise de la Santé, Cui Li. Elle s'est dite heureuse de recevoir autant de participants (près de 600). Avant de les encourager à trouver des so-

lutions « aux défis de notre temps qui sont de plus en plus nombreux dans un monde interconnecté. Car aucun pays ou continent aujourd'hui n'est à l'abri d'une épidémie ou d'une intoxication massive. C'est pourquoi, dans la cadre de notre coopération, rechercher ensemble les moyens d'anticipation et de prévention tous azimuts reste la bonne stratégie à adopter. Pour ça, il faut se mettre au travail. »

Les délégués ont travaillé autour de plusieurs ateliers : "Coopération en matière de santé publique : opportunités et défis", "La lutte contre les grandes épidémies", "Santé maternelle et infantile", "Les industries pharmaceutiques et politique du médicament en Afrique", "Coopération de la médecine traditionnelle", etc. Des sujets d'un grand intérêt qui ont été débattus avec l'éclairage des spécialistes africains, chinois et

d'autres experts mondiaux. Ce qui souligne que la santé est une priorité pour tous les pays.

Outre les travaux en commissions, un vaste salon d'exposition a été organisé où l'on pouvait découvrir ce qui se fait de mieux dans le domaine de la santé, l'innovation médicale et de la technologie, comme ces Drones porteurs de médicaments, ou encore la fabrication des moustiquaires imprégnées.

Les conclusions des travaux devront être soumis au prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement prévu début septembre dans la capitale chinoise.

A noter, enfin, que plusieurs ministres africains et des représentants des organismes internationaux comme l'Oms, l'Unicef, l'UNAIDS et autres ont pris part aux travaux organisés par la Commission nationale de santé de la République populaire de Chine.

## Maux et débat

## La statistique : ce parent pauvre de nos institutions

DANS notre édition du 2 août 2018, nous faisons état du lancement des activités de la Semaine mondiale de l'allaitement maternel au centre de santé de Nzeng-Ayong. Une manifestation, aux dires du représentant du ministre de la Santé, qui avait pour objet de rappeler l'importance de l'allaitement maternel et dresser un tableau de cette pratique salvatrice au Gabon.

Sauf que les statistiques fournies datent de... 2012. A l'évidence, l'on était en droit de se demander, six ans plus tard, si la situation n'avait pas évolué. Ces indicateurs découlant d'une étude sont-ils les mêmes aujourd'hui ? De mémoire de journaliste, cet exemple n'est pas le premier. Au Gabon, la statistique n'est pas la chose la mieux partagée

des politiques et autres acteurs de développement socio-économique (ou actions publiques). Des cas où l'on recourt aux chiffres datant de Mathusalem, pour illustrer ou mesurer la portée ou l'efficacité des politiques actuelles, sont légions. Résultat : des données faussées, des politiques sanitaires ou de développement en totale déphasage avec les réalités du terrain.

Au Programme national de lutte contre la tuberculose (PNLT), par exemple, les chiffres officiels des personnes perdues de vue datent de... 2015. Nous sommes en 2018. Dans la même veine en matière de lutte contre le Vih-Sida, le nombre des malades souffrant de stigmatisation due à leur statut est tiré d'une étude menée en 2013 par la direction générale de la Prévention

du Sida, en collaboration avec l'Onusida, l'Unicef et le Réseau des personnes vivant avec le Vih.

Pis, lorsque l'on s'oriente vers la direction générale des Statistiques, invariablement, la même réponse revient : "question sensible", les chiffres ne peuvent être mis à la disposition de "n'importe qui". Toute chose qui limite l'appréciation véritable des politiques menées pour lutter contre tel ou tel autre phénomène. Le cas, entre autres, de l'aménagement urbain, des effectifs pléthoriques enregistrés, chaque année, dans les établissements scolaires, ou des orientations à l'aveuglette dans les lycées et collèges qui ne prennent pas en compte les caractéristiques des jeunes élèves..., sont parmi les conséquences de l'absence

d'études statistiques préalables. Et donc de visibilité des actions à mener dans ce sens.

Dans le domaine de l'emploi par exemple, l'inadéquation formation-emploi et la hausse du taux de chômage sont également à inscrire au tableau du manque de statistiques disponibles et permanents. Pourquoi est-il donc aussi difficile d'avoir des chiffres récents chez nous ? A quand l'actualisation des statistiques nationales de façon générale ? Simple choix stratégique ? Négligence ou non maîtrise de l'outil ? Autant de questions cruciales qui amènent nombre d'observateurs à conclure que le Gabon dispose d'une Direction générale en charge des statistiques dont on ne connaît véritablement pas la portée de l'action véritable...

Au demeurant, il y a lieu de rappeler que les statistiques, ou les études statistiques, permettent de chiffrer, d'analyser, d'observer et de prévenir les actions à mettre en place aux fins d'éclairer les tentatives d'amélioration qui pourraient être projetées dans l'administration, apprécier les différentes demandes et comparer les évolutions et l'état des affectations des différentes ressources.

Actualiser et publier ces données rendent les chiffres et les actions publiques fiables et efficaces. Surtout visibles. L'absence de statistiques réelles contribuant considérablement à "fausser" la mesure de l'efficacité des politiques publiques. N'est-ce pas bien dommage ?

Par Anita Jordanah TSOUMBA